



Commission Inclusion Sociale
et Démocratie Participative CGLU

1ERE REUNION BIANNUELLE 2010

COMMISSION D'INCLUSION SOCIALE ET DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

12 JUIN 2010, GETAFE (ESPAGNE)

COMPTE-RENDU



Ajuntament de Barcelona

La 1ère Réunion Biannuelle 2010 de la Commission d'inclusion sociale et de démocratie participative (CISDP) de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) s'est déroulée au Centre Civique Juan de la Cierva de Getafe (Espagne) le 12 juin de 15h à 18:30h.

Au total se sont 36 représentants de 23 villes ou institutions qui y ont participé et qui ont pu aborder les questions suivantes¹:

1. PRESENTATION DES CANDIDATURES A LA PRESIDENCE ET VICE-PRESIDENCE 2011 – 2013 CISDP

Le Président de la CISDP et Maire adjoint de Barcelone, Ricard GOMÀ, a commencé la réunion par un bref message de bienvenue et a invité tous/toutes les participants/es à faire un tour de table pour se présenter.

Peu après, le premier point de l'ordre du jour a été abordé au sujet de la configuration de la nouvelle structure de gouvernement de la CISDP pour la période 2011 – 2013. Ricard GOMÀ a expliqué le processus de présentation des candidatures lancé dans le cadre de la Réunion Annuelle 2009 de la Commission (Reggio Emilia, Italie), selon lequel depuis lors et jusqu'à la 1^{ère} réunion de la Commission en 2010 les candidatures devaient être soumises, puis ensuite examinées lors de la première rencontre de l'année pour pouvoir être formellement présentées durant le Congrès Mondial de CGLU (Mexico, 17 – 20 novembre 2010).

Les villes qui ont posées leur candidature à la Présidence ou aux Vice-présidences de la CISDP ont été invitées à les présenter brièvement à l'ensemble des participant/es à la réunion.

Candidature à la Vice-présidence d'Aubagne. Magali GIOVANNANGELI, 1^{ère} Adjointe au Maire d'Aubagne (France), a présenté sa candidature à la Vice-présidence de la CISDP, dans laquelle elle propose de renforcer l'utilisation des pratiques participatives au sein de la Commission et d'intensifier le travail de manière horizontale. La candidature prétend, en outre, que cette dynamique de travail peut influencer le mode de fonctionnement de l'ensemble de CGLU, qu'elle estime trop hiérarchique.

Candidature à la Vice-présidence du FAMSÍ. Felipe LLAMAS, coordinateur du secteur des Réseaux Internationaux du FAMSÍ (Espagne), a souligné que l'incorporation du FAMSÍ à la structure de gouvernement de la CISDP contribuerait à ajouter une nouvelle ligne de travail, visant à développer des projets de coopération décentralisée Sud-Sud et Nord-Sud. L'objectif de ces actions aura pour objectif de promouvoir des politiques locales d'inclusion sociale, de démocratie participative et de droits humains afin de progresser dans la réalisation des Objectifs du Millénaire.

Candidature à la Vice-présidence de Guarulhos. Katia LIMA, coordinatrice du Programme de Budget Participatif de Guarulhos (Brésil), a expliqué que sa ville a décidé de poser sa candidature à la Vice-présidence de la CISDP en tant que gouvernement local à titre individuel, mais aussi en tant que ville coordinatrice du Réseau Brésilien de Budget Participatif. En ce sens, son incorporation à la structure de gouvernement de la CISDP aura pour objectif de renforcer le travail en matière de démocratie participative que développe la Commission.

Candidature à Vice-présidence de Nantes. Delphine BOUFFENIE, 9^{ème} Adjointe au Maire de Nantes (France), a expliqué que sa candidature se focalisera sur l'axe de travail relatif aux droits humains et consistera à promouvoir et à articuler la Charte-Agenda Mondiale des droits de l'Homme dans la Cité et la Charte Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme dans la Ville. De même, cette candidature propose de compiler un maximum d'information possible sur les réseaux ou les outils existants visant à promouvoir les droits humains à travers les politiques locales.

Candidature à la Vice-présidence de Plaine Commune. Céline DAVIET, conseillère du Président de Plaine Commune (France), a expliqué que les actions que propose de développer Plaine Commune dans le cadre du

¹ La documentation complète de la réunion est consultable à travers le lien suivant: [Documents de travail 1^{ère} Réunion Biannuelle 2010 CISDP](#).

renouvellement de sa Vice-présidence seront de: continuer à soutenir l'Observatoire d'Inclusion Sociale de la CISDP, pour lequel ils proposent une nouvelle ligne de recherche relative à la coopération intermunicipale en matière de planification urbaine et de politiques d'inclusion sociale ; accompagner le processus de promotion de la Charte Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme dans la Ville (avec la ville de Saint-Denis, France); participer activement à l'organisation de la nouvelle édition du FAL (Dakar, février 2011); et, finalement, donner un suivi aux réunions statutaires de CGLU, concrètement, celles du Bureau Exécutif.

Candidature à la Présidence de Barcelone. Ricard GOMÀ, Président de la CISDP et 2^{ème} Adjoint au Maire de Barcelone (Espagne), a exprimé son désir de se présenter à nouveau à la présidence de la Commission avec l'objectif de développer les priorités stratégiques suivantes pour la période 2011 – 2013: renforcer la capacité de dialogue politique avec les organismes internationaux ; approfondir le travail de réflexion politique autour des groupes en situation ou en risque d'exclusion sociale; consolider l'espace de communication dont dispose la CISDP à travers la page Web ou les bulletins trimestriels; concevoir un espace de recherche sociale dans le cadre de l'Observatoire d'Inclusion Sociale; et, finalement, entamer des processus de coopération décentralisée publique.

Sur la base des différentes candidatures présentées, Ricard GOMÀ a lancé la proposition suivante comme structure de gouvernement pour 2011 - 2013: valider la candidature à la Présidence, former des Vice-présidences régionales dans lesquelles seront intégrées les différentes villes candidates appartenant à une même région; créer une Vice-présidence honorifique, qui sera occupée par Patrick BRAOUEZEC, Président de Plaine Commune, pour le rôle clé qu'il a joué dans la création et la consolidation de la CISDP; et, finalement, maintenir le Groupe de Coordination CISDP, qui sera composé, comme jusqu'à maintenant, par la Présidence, les Vice-présidences et par les villes qui souhaitent jouer un rôle actif dans la gestion de la Commission. Ricard GOMÀ a ajouté que, dans la mesure du possible, il faudra s'assurer que les régions africaines et asiatiques soient également représentées au sein de cette nouvelle structure et que le Secrétariat technique exécutif sera chargé d'effectuer les démarches nécessaires pour cela. Il a conclu en indiquant que le compromis politique affiché par les villes candidates devrait être aussi accompagné d'un compromis à caractère financier.

Par la suite, une discussion s'est ouverte avec l'ensemble des participants/es durant laquelle il a été souligné que la proposition lancée par le Président de la CISDP faisait l'unanimité, c'est pourquoi elle a été rapidement approuvée et applaudie par tous/toutes.

Jorge RODRIGUEZ, coordinateur des Relations Internationales de la ville de Montevideo (Uruguay), a manifesté son intérêt pour intégrer la Vice-présidence Latino-américaine de la CISDP et a indiqué que, du fait que la ville se trouve actuellement dans une période d'importants changements internes, ils ne pourront pas véritablement assumer une Vice-présidence jusqu'à l'intronisation de la nouvelle maire au sein l'équipe dirigeante (juillet 2010).

Felipe LLAMAS, coordinateur du secteur des Réseaux Internationaux du FAMSÍ (Espagne), dans le prolongement de la dernière idée proposée par Ricard GOMÀ, a souligné qu'il était nécessaire de promouvoir une plus grande représentation des villes du Sud au sein de la structure de gouvernement de la Commission.

Xavier GODÀS, chef de Cabinet de Ricard GOMÀ, a signalé que chaque Vice-présidence régionale devrait être composée au maximum de 3 ou 4 villes qui assumeraient la représentation de la CISDP dans leur cadre régional respectif.

Alejandro LUÉVANO, coordinateur du Budget Participatif de la Délégation d'Iztapalapa de la Ville de Mexico (Mexico), a expliqué qu'ils étaient en train d'évaluer le degré de participation d'Iztapalapa au sein de la CISDP.

Magali GIOVANNANGELI, 1^{ère} Adjointe au Maire d'Aubagne (France), a souligné qu'à travers cette structure de gouvernement, la CISDP a démontré son sens de l'innovation dans sa manière de travailler. Elle a repris l'idée lancée par Ricard GOMÀ visant à assumer une sorte d'engagement financier et, en raison du degré de consentement obtenu autour de la Présidence et des Vice-présidences, elle a indiqué que préparer à l'avance les réunions comme jusqu'à présent donne des résultats très satisfaisants. Dans la mesure du possible il faut continuer à travailler ainsi, tout en utilisant les nouvelles technologies pour réduire les coûts en terme de déplacements.

Jorge RODRÍGUEZ, coordinateur des Relations Internationales de la ville de Montevideo (Uruguay), a souhaité clarifier un point vis-à-vis sa précédente intervention qui ne prétendait en aucun cas, entrer en concurrence avec la candidature latino-américaine présentée par Guarulhos.

Djamel SANDID, responsable des Relations Internationales de Bobigny (France), a souligné qu'il y a des villes membres de la CISDP, comme la ville qu'il représente, qui, bien que n'étant pas intégrées dans la nouvelle structure de gouvernement, souhaite continuer à travailler activement dans la Commission comme jusqu'à présent.

Eduardo MANCUSO, coordinateur des Relations Internationales de Canoas (Brésil), a exprimé sa grande satisfaction vis-à-vis de l'ensemble des candidatures présentées et, en rapport avec la candidature brésilienne, il a souligné que cela supposera un important point de convergence entre la CISDP et la Réseau Brésilien de Budget Participatif.

José Manuel LUQUE, responsable du Secrétariat Technique du FAL, a ajouté qu'il lui paraît très intéressant que la CISDP puisse se transformer en une plate-forme articulant les différents réseaux de budget participatif.

2. LE ROLE DE LA CISDP LORS DU III CONGRES MONDIAL DE CGLU

Ricard GOMÀ et Xavier GODÀS ont expliqué qu'à travers la Présidence de la CISDP, ils ont entrepris plusieurs démarches auprès du Secrétariat Mondial de CGLU afin que la CISDP puisse contribuer à l'organisation du Congrès de Mexico. En ce sens, ils ont indiqué qu'ils avaient exprimé leur volonté de disposer d'un espace d'intervention lors d'une session plénière, l'organisation d'une session parallèle consacrée à l'un des axes thématiques suivants: "Crises globales, impacts locaux" ou "La ville de 2030" et, finalement, la tenue d'une réunion de la Commission (en tenant compte du fait que le Secrétariat Mondial a déclaré que, lors de cette édition, le Congrès n'accueillera pas de réunions de commissions).

Céline DAVIET, conseillère du Président de Plaine Commune (France), a indiqué qu'elle considérait que le programme préliminaire du Congrès ne problématisait pas suffisamment les différentes questions à traiter.

Antonio ANIESA, responsable des Relations Internationales de Nanterre (France), a signalé que l'un des principaux dangers de Mexico est d'avoir substitué le format du Congrès (qui aurait permis de débattre sur des questions de fonctionnement interne de l'organisation) par celui d'un Sommet, format qui privilégie davantage des débats généraux sur des questions d'intérêt pour les gouvernements locaux, et non pas sur des questions d'ordre interne. A partir de ce point de vue, il est donc urgent de développer une réflexion en profondeur sur le fonctionnement de CGLU.

Xavier GODÀS, chef de Cabinet de Ricard GOMÀ, a rejoint le commentaire de Céline DAVIET et a ajouté qu'il faut garantir la visibilité de la CISDP lors du Congrès de Mexico. Il a précisé, de même, que le processus de rationalisation des commissions sur lequel CGLU a commencé à travailler devrait être effectué de la main de celles-ci.

José Manuel LUQUE, responsable du Secrétariat Technique du FAL, a annoncé que la Ville de Mexico avait suggéré au FAL l'organisation d'un événement dans le cadre du Congrès qui réunirait les gouvernements locaux progressistes.

Felipe LLAMAS, coordinateur du Secteur des Réseaux Internationaux du FAMSÍ (Espagne), a suggéré de coordonner les différentes commissions afin qu'elles puissent solliciter ensemble l'organisation de leurs propres réunions à Mexico. Concernant le renouvellement de la Présidence de CGLU à Mexico, il a proposé de parvenir à un accord interne au sein de la CISDP pour appuyer d'une forme collective la candidature d'une ville latino-américaine progressiste.

Delphine BOUFFENIE, 9^{ème} Adjointe au Maire de Nantes (France), a annoncé qu'ils sont en train de faire les démarches pour que la Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité soit présentée lors du Congrès Mondial de Mexico pour son approbation.

Magali GIOVANNANGELI, 1^{ère} Adjointe au Maire d'Aubagne (France), a remarqué avec déception que la Commission du Genre continue à être inactive depuis longtemps et que, ou bien cela s'active d'une certaine forme, ou bien la CISDP pourrait penser à assumer cette thématique.

Eva GARCIA CHUECA, Secrétaire technique exécutive de la CISDP, a suggéré de proposer à Mexico l'ajout du terme "droits humains" au nom de la CISDP afin que cela reprenne les trois axes thématiques qu'aborde la Commission. Au sujet du processus de rationalisation des commissions, elle a expliqué que lors du dernier Bureau Exécutif de CGLU (Chicago, avril 2010) s'est créé un comité de conseil du Secrétariat Mondial dont la mission sera, entre autres, de définir quelques règles qui orientent le Secrétariat Mondial dans sa tâche de suivi des commissions et d'établir les mesures à prendre en cas d'inactivité. Rendant effectives à Mexico les premières mesures qui seront annoncées dans ce sens. Finalement, elle a suggéré de reprendre une proposition lancée dans la dernière réunion du Groupe de Coordination CISDP consistant à élaborer une lettre signée par les membres de la CISDP demandant à que ce processus prenne en compte les commissions elles-mêmes et que le Congrès du Mexique leur permettent de jouir d'un plus grand rôle.

Antonio ANIESA, responsable des Relations Internationales de Nanterre (France), a proposé que la lettre soit signée par des élus/es et adressée au Président de CGLU.

Jaime ZEA, Maire de Villa El Salvador (Pérou), est d'accord avec cette proposition argumentant que si l'on souhaite changer les choses, il faut générer des débats. De plus, il a indiqué que la lettre devra être signée par plusieurs élus/es.

Slimane TOUDERT, collaborateur de Magali GIOVANNANGELI, a indiqué que si les élus/es n'ont pas un espace spécifique d'intervention, il leur sera difficile de se déplacer jusqu'à Mexico. C'est pourquoi on devra considérer le fait que les réunions des commissions doivent avoir lieu. Il a par ailleurs souligné qu'il n'est pas possible d'inviter des villes progressistes à se cantonner à des réflexions sur « la gestion des restrictions budgétaires » comme les y invite CGLU à ce jour.

Duñike AGIRREZABALAGA, 2^{ème} Adjointe au Maire de San Sebastián (Espagne), a remarqué qu'à l'heure actuelle, il y a certainement peu de marge pour influencer le programme et l'organisation du Congrès doutant qu'une lettre de ce type puisse avoir un réel impact. C'est pourquoi elle a suggéré l'alternative suivante, qui si on ne garantit pas un rôle spécifique aux élus/es qui prendront part au Congrès, il faudra alors décider de ne pas s'y rendre.

Eduardo MANCUSO, coordinateur des Relations Internationales de Canoas (Brésil), a approuvé l'idée de rédiger une lettre telle qu'il l'a été proposé. Cependant, concernant l'organisation d'une réunion de la Commission, il ne faut pas attendre pour savoir si le Secrétariat Mondial permettra ou pas de la faire puisqu'il en déduit qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir son autorisation. Simplement, il faut organiser la réunion et la faire. Il propose ensuite de répartir la présence des membres de la CISDP à travers les différents débats lors du Congrès afin qu'il véhiculent le message politique qu'ils défendent dans tous les espaces possibles.

Eduardo TADEU, Maire de Varzea Paulista (Brésil), Jairo Jorge DA SILVA, Maire de Canoas (Brésil) et Marilia CAMPOS, Maire de Contagem (Brésil) ont annoncé qu'une importante mobilisation de municipalités brésiliennes prend forme pour le Congrès. De plus, ils ont ajouté que l'événement aura lieu peu après les élections nationales du pays, pour lesquelles Dilma Rouseff se présente comme la candidate du Parti des Travailleurs (PT) et successeur du Président Lula.

Antonio ANIESA, responsable des Relations Internationales de Nanterre (France), propose d'organiser une réunion avec les différents réseaux de villes avec lesquels la CISDP s'articule, dans le cadre du Congrès ou en dehors.

Ricard GOMÀ, Président de la CISDP et 2^{ème} Adjoint au Maire de Barcelone (Espagne), a pris note des interventions qui l'avaient précédé et est passé au point suivant de l'ordre du jour.

3. REFLEXION STRATÉGIQUE CISDP 2011 – 2013

Faute de temps, Ricard GOMÀ, Président de la CISDP et 2^{ème} Adjoint au Maire de Barcelone (Espagne), a annoncé en reprenant les différentes idées proposées tout le long de la réunion et plus particulièrement celles émanant des différentes candidatures présentées, qu'une proposition de plan de travail sera élaborée pour la période 2011 – 2013 dont la secrétaire technique exécutive assurera la diffusion. Il a proposé, ainsi, que ce point de l'ordre du jour soit travaillé par courrier électronique pour pouvoir arriver à Mexico avec un plan de travail approuvé par toutes les villes membres. Avant de traiter le prochain sujet, il a souhaité insister sur l'idée qu'il est essentiel d'incorporer au futur document l'importance de continuer à articuler la CISDP aux mouvements sociaux à travers le FAL.

À ce sujet, Felipe LLAMAS, coordinateur du secteur des Réseaux Internationaux du FAMSÍ (Espagne), a annoncé que le prochain FAL aura lieu à Dakar (Sénégal) en février 2011 et que, pour cette raison, il lui paraissait fondamental que le Maire de Dakar soit présent lors du Congrès Mondial de CGLU et puisse aussi, éventuellement, être impliqué dans les travaux de la CISDP.

Eduardo MANCUSO, coordinateur des Relations Internationales de Canoas (Brésil), a proposé que l'on organise une réunion du FALP dans le cadre du FAL de Dakar.

4. PRÉSENTATION DE LA VIDÉO CISDP

En clôture de la rencontre, une vidéo de présentation de la CISDP a été projetée. Cette vidéo, qui contient des séquences qui ont été filmées pendant la Réunion Annuelle 2009 de la CISDP (21 novembre, Reggio Emilia, l'Italie), sera prochainement disponible sur la page Web de la Commission.

ANNEXE 1. ORDRE DU JOUR

15h – 16:30h

Accueil et présentation des participants/es

Présentation des candidatures à la Présidence et Vice-présidences 2011 – 2013 CISDP

Débat

16:30h – 17h

Le rôle de la CISDP lors du III Congrès Mondial de CGLU (Mexico, 17 – 20 de novembre 2010)

17h – 18:30h

Réflexion stratégique CISDP 2011 – 2013

18:30h – 19h

Présentation de la vidéo CISDP

ANNEXE 2. LISTE DES PARTICIPANTS

AMERIQUE LATINE			
Brésil	Canoas	Jairo Jorge da Silva	Maire
		Francisco Valmor Avila	Conseiller municipale déléguée au Développement économique
		Eduardo Mancuso	Directeur des Relations Internationales
	Contagem	Marília Campos	Maire
		Eugenia Bossi Fraga	Conseillère municipale déléguée à la Planification et coordination
		Antonia Puertas	Conseillère municipale déléguée au Logement
	Guarulhos	Katia Lima	Coordinatrice du Budget Participatif
	Varzea Paulista	Eduardo Tadeu Pereira	Maire
Mexique	Iztapalapa	Alejandro Luévano	Coordinateur du Budget Participatif
Pérou	Villa el Salvador	Jaime Zea	Maire
Uruguay	Montevideo	Jorge Rodríguez	Directeur des Relations Internationales
EUROPE			
Espagne	Barcelone	Ricard Gomà	2ème Adjoint au Maire délégué à l' Action Sociale et à la Citoyenneté
		Xavier Godàs	Chef du cabinet du 2ème Adjoint au Maire
	FAMSI	Felipe Llamas	Coordinateur du Secteur des Réseaux Internationaux
	Saint Sébastien	Duñike Agirrezabalaga	2ème Adjointe au Maire déléguée aux Projets et Travaux, à la Participation Citoyenne et des Quartiers
	Santa Cristina d'Aro	Ricard Herrero	Maire
	Terrassa	Joan Bou	Conseiller municipal délégué aux Finances et au Budget Participatif
		Joan Chicón	Directeur des Relations Internationales
France	Aubagne	Magali Giovanageli	1ère Adjointe au Maire déléguée à la Participation citoyenne
		Slimane Toudert	Collaborateur de la 1ère Adjointe
		Josyane Royere	Conseillère municipale déléguée à la Santé
	Bobigny	Françoise Fave	Conseillère municipale déléguée au Logement
		Bernard Grinfeld	Conseiller municipal délégué aux Relations Internationales
		Djamel Sandid	Directeur des Relations Internationales
	Conseil Général Val-de-Marne	Marie-Christine Delacroix	Chargée de mission, Cabinet de la Présidence
	Conseil Général de Seine-Saint-Denis	Gilbert Roger	1er Vice-Président
		Huques Latron	Directeur des Relations Internationales - Via Le Monde
	Nanterre	Gérard Perreau-Bezouille	1r Adjoint au Maire délégué aux Finances et achats, Ville-monde (International) et Vie urbaine
		Antonio Aniesa	Directeur de Relations Internationales
	Nantes	Delphine Bouffenié	9ème Adjointe au Maire déléguée à l'Intégration, à l'Égalité et la Citoyenneté
	Plaine Commune	Céline Daviet	Chargée de mission aux Relations Internationales
	SPDIDH, Nantes - Pays de la Loire	Séverine Calza	Chargée de projet
RÉSEAUX			
FAL		José Manuel Luque	Secrétariat technique
		Pedro Ortega	Secrétariat technique (communication)
OIDP		Laila Vilademunt	Secrétariat technique
CGLU		Eva García Chueca	Secrétariat technique exécutive